

Science, pouvoir et démocratie

Pour une science responsable

Colloque en hommage à Martine Barrère

les 4 et 5 octobre 1996
Salle Médicis, Sénat, Palais du Luxembourg, Paris

Le colloque sera organisé sous la forme de quatre tables rondes sur les thèmes suivants :

La responsabilité des scientifiques

Préparation assurée par Catherine Allais, Dominique Chouchan et Benjamin Dessus

Le rôle des pouvoirs politiques et institutionnels

Préparation assurée par Jean-Yves Barrère, Bernard Laponche et Michel Mousel

Média et contre-pouvoirs

Préparation assurée par Catherine Allais, Dominique Chouchan et Philippe Roqueplo

L'implication des citoyens

Préparation assurée par Gustave Massiah, Gilles Moinot et Ghislaine Garin-Ferraz

Secrétariat scientifique : Yves Marignac Tél : (1) 69 41 78 25 Fax : (1) 69 85 54 93
Secrétariat du colloque : Ghislaine Garin-Ferraz, AITEC 20 Grande rue, 93310 Sèvres Tél : (1) 45 07 83 63 Fax : (1) 45 34 82 60

COLLOQUE SCIENCE, POUVOIR ET DÉMOCRATIE

Nul ne peut nier le caractère de plus en plus scientifique et technique des sociétés industrialisées. Qu'il s'agisse d'armement, d'énergie, d'environnement, de santé, voire de définition même de l'être humain, la science et la technique sont partout impliquées. Elles ont connu des succès incontestables depuis leur épanouissement en Occident au siècle des Lumières. Aujourd'hui, on ne peut cependant ignorer les risques graves qu'elles font courir aux populations et à la planète entière. Longtemps considérées comme protectrices et émancipatrices, elles sont désormais perçues comme une arme à double tranchant : bénéfique et menaçante, porteuse d'espoir et incapable d'enrayer les maux du monde moderne.

La science dans ses rapports avec la société n'est donc pas neutre. C'est, pour beaucoup, devenu une évidence. Si des événements majeurs comme Hiroshima, Tchernobyl, Bophal ou l'affaire du sang contaminé, ont ébranlé les consciences et contribué à porter un regard nouveau sur la science, ils n'ont pourtant pas suffi à provoquer le vaste débat qu'exige son essor. Le processus s'accélère, avec l'assentiment d'une société qui, dans son ensemble, reste confiante dans les capacités innovantes de la science et de la technique ; avec la complicité de chercheurs qui persistent à défendre une vision farouchement positiviste du « progrès ». Le fameux appel de Heidelberg l'a rappelé, la vieille idéologie scientiste n'est pas morte et sert à légitimer le pouvoir universel de la science et de la technique.

Rarement remis en cause, les grands projets de recherche et de développement ne font pas l'objet de choix démocratiques dans notre pays. La complexité des questions en jeu fournit, le plus souvent, un alibi aux experts pour écarter du débat public les décisions essentielles. Quant aux élus de la nation, ils ne sont guère armés pour en évaluer les conséquences et résister aux pressions des lobbies scientifiques, industriels et militaires. Résultat, le pouvoir de la science s'exerce, le plus souvent, sans partage, ni contrepoids, en marge donc du débat démocratique. En témoignent les grands programmes technologiques français décidés par une poignée d'hommes politiques et de scientifiques. En témoigne aussi la sur-représentation des médecins et des biologistes au sein des comités d'éthique ou les pressions exercées

par les scientifiques sur les parlementaires français pour refuser le principe du regard public sur l'utilisation des organismes génétiquement modifiés. Plus qu'hier encore, le débat entre chercheurs, politiques et citoyens s'impose pour éclairer l'avenir.

De plus en plus, ce sont les lois du marché qui dictent les priorités de recherche. Dans tous les secteurs rentables, la logique économique est devenue le moteur de l'activité scientifique et technique. Ainsi assiste-t-on à la privatisation, par une poignée de firmes, du patrimoine génétique végétal de la planète. Et bientôt, ce pourrait être le tour des gènes humains. Les établissements publics de recherche eux-mêmes sont invités à se plier aux impératifs économiques. Le risque existe que, cette fois-ci, ni les politiques, ni les chercheurs et encore moins les citoyens ne maîtrisent les effets d'un « progrès » de plus en plus asservi à l'économie de marché.

Résultat du contexte dans lequel se développe la technoscience, le fossé s'agrandit entre ceux qui ont accès au savoir et les autres. L'écart se creuse aussi entre le Nord et le Sud. Car la science, universelle dans son principe, est monopolisée par un petit nombre de pays industrialisés. Et elle se refuse à reconnaître toute autre forme de connaissances. Dans le même temps, la « philosophie du progrès » suscite l'émergence d'une forte idéologie anti-science tout aussi néfaste.

« Il faut construire une autre science, fondée sur de nouveaux rapports entre les scientifiques et les citoyens » écrivait Martine Barrère, journaliste scientifique, qui avait compris, sans doute mieux que d'autres ou avant d'autres, combien la science avait changé et perdu ses repères traditionnels. Réfléchir aux conditions d'une science démocratiquement débattue et socialement maîtrisée est l'objectif de ce colloque organisé à la mémoire de Martine Barrère, disparue prématurément. Ce débat, qui doit être pensé en termes mondiaux, s'adresse à tous ceux qui refusent que la technoscience ne devienne une machine à fabriquer de l'inévitable. Nous sommes convaincus que les scientifiques et les décideurs politiques ne pourront l'esquisser plus longtemps. Notre destin en dépend.

□